

Canada : rapports tendus entre questions nationales autochtone et québécoise **Quebec bashing et Settler colonialism détournent d'une stratégie coalition**

Dans le débat sur l'amalgame entre la tuerie terroriste de London en Ontario et l'islamophobe loi 21 du Québec portant sur l'interdiction du port de signes religieux pour le personnel enseignant et quelques autres postes, l'oppression nationale du Québec, se traduisant en « Quebec bashing », est devenu un leitmotiv pour les uns et un épouvantail à moineaux pour les autres. Même si la question du racisme et celle autochtone pénètrent toutes les pores de l'actualité et que la lutte indépendantiste est en ce moment au frigidaire, celle-ci reste la grande peur de la bourgeoisie canadienne depuis le traumatisme du référendum de 1995. Dans ce contexte, la stratégie médiatique canadienne est de reporter sur le dos de la nation québécoise tous les péchés du Canada dans ces domaines.

Telle était l'intention des trois journalistes de grands médias anglo-canadiens d'amalgamer la tuerie terroriste de London avec la loi 21 ce à quoi le Premier ministre Trudeau a à demi résisté pour des raisons purement électoralistes (Mélanie Marquis, [Plus de tolérance pour les signes religieux depuis la pandémie, avance Trudeau](#), La Presse, 8/06/21). Cet électoralisme est confirmé par la soudaine défense de la langue française par les Libéraux fédéraux, ou tout au moins leur intention de le faire (Boris Proulx, [Protéger le français pour sauver le fédéralisme](#), Le Devoir, 16/06/21) d'autant plus qu'il n'y a à l'horizon aucun danger « séparatiste » et que l'anglicisation de Montréal ne peut plus être niée... et à condition de comprendre que c'est là un astucieux saut périlleux de la part des Libéraux fédéraux (PLC) :

Loin d'être le champion d'un Canada bilingue d'un océan à l'autre, le PLC de 2021 promet de contribuer au renforcement du français au Québec et chez les minorités francophones à l'extérieur de la province, sans pour autant chercher à rehausser le statut de la langue de Molière sur le plan national. [...] Certes, le projet de loi sur les langues officielles que vient de déposer la ministre Mélanie Joly ferait du bilinguisme une exigence formelle pour les juges du plus haut tribunal du pays. C'est un gain pour les francophones du pays. Mais la nomination de [la nouvelle gouverneure générale d'origine inuit parlant anglais et inuktitut mais non français] M^{me} Simon, que j'appuie néanmoins presque sans réserve, a déjà ouvert la porte à une remise en question de cette exigence. [...] Ce n'est peut-être que le début d'une nouvelle ère où le français n'aura plus sa place au soleil. (Konrad Yakabuski, [Bilinguisme officiel: le début d'une nouvelle \(et sombre\) ère?](#), Le Devoir, 24/07/21)

C'est la même tactique d'instrumentalisation, via la mise en cause de l'Église catholique majoritairement canadienne-française à l'époque, qui est tenté à propos de la découverte connue mais longtemps ignorée de tombes d'enfants autochtones morts en résidence forcée dans des pensionnats gouvernementaux :

Un radar pénétrant le sol a mis au jour plus de 1 300 tombes anonymes au Canada au cours des derniers mois, sur les sites de cinq anciens pensionnats pour enfants autochtones. En réponse, les manifestants ont détruit des statues de personnalités de l'époque coloniale et certaines villes ont annulé les célébrations de la fête du Canada, qui ont généralement lieu le 1er juillet. Le 22 juin, Deb Haaland, la première secrétaire de l'Intérieur des États-Unis d'origine autochtone, a annoncé une enquête sur les pensionnats semblables de son propre pays. [...] Au milieu des années 1800, le gouvernement américain a forcé les peuples autochtones à se diriger vers l'ouest, souvent dans des endroits arides, afin de prendre leurs terres. De nombreux Amérindiens sont morts en route.

(Environ un cinquième de la tribu Cherokee, l'un des nombreux groupes supprimés, a péri sur la soi-disant « Trail of Tears ».) Les forces armées américaines ont combattu ou massacré les tribus qui ont résisté. Mais cette politique coûtait cher. [...] Au lieu de cela, le gouvernement s'est tourné vers l'assimilation forcée et, du milieu à la fin des années 1800, a commencé à financer à grande échelle des internats pour les enfants autochtones. Le Canada a emboîté le pas. Le but des écoles était de « tuer l'Indien » et de « sauver l'homme ».

Certaines écoles étaient dirigées par des églises et financées par le gouvernement (au Canada, l'Église catholique romaine gérait environ 60 % des pensionnats). D'autres étaient directement gérées par le gouvernement. Les enfants n'avaient pas le droit de parler leur langue maternelle. Beaucoup ont été maltraités physiquement et sexuellement, et certains ont été contraints de travailler pour des familles blanches. Les gouvernements canadien et américain ont puni les parents qui refusaient d'envoyer leurs fils et leurs filles. [...] Les conditions étaient mauvaises et les locaux exigus, et de nombreux enfants sont morts. D'autres ont perdu la vie dans des accidents ou des tentatives d'évasion. Jusqu'aux années 1950, les enfants autochtones des pensionnats au Canada mouraient entre deux et cinq fois plus que leurs pairs ailleurs au pays. Environ 150 000 enfants autochtones au Canada sont passés par ces pensionnats entre les années 1870 et les années 1990. Des données similaires pour les ÉU n'existent pas. C'est en partie parce que le pays n'a pas tenu de commission vérité et réconciliation comme le Canada l'a fait. Le gouvernement canadien a présenté ses excuses pour les institutions et indemnisé les survivants, en réponse à une action en justice intentée par des survivants des écoles et réglée en 2007. [...]

(The Economist, [What happened at residential schools for indigenous children in North America?](#), 26/07/21, ma traduction)

La théorie du « settlement colonialism » et la grande alliance des peuples opprimés du Canada

Il n'en reste pas moins que la hantise d'un retour en force de la lutte indépendantiste constitue le fond de commerce de la politique générale de la bourgeoisie canadienne car l'indépendance du Québec s'est historiquement avérée la seule menace sérieuse à l'existence même de l'État canadien, indispensable base territoriale à son rapport de force mondiale sinon, par ricochet, à son existence comme classe dominante. Pour qui veut ébranler les colonnes du temple du capitalisme canadien sur la base d'une compréhension de son histoire, la construction d'une grande alliance du prolétariat et des peuples opprimés soutenant la lutte pour l'indépendance du Québec reste indispensable. D'autant plus que la mobilisation climatique, comme l'ont montré certaines manifestations monstres et le blocage réussi d'un oléoduc stratégique de pétrole bitumineux et tout récemment d'un gazoduc de gaz de schiste, y est la plus avancée parmi toutes les provinces. (Et rappelons que Karl Marx avait compris qu'aucun renversement du capitalisme anglais n'était pas possible sans l'appui du prolétariat anglais à l'indépendance de l'Irlande.)

Le plus grand obstacle pour construire cette grande coalition est le « Quebec bashing ». Le procès fait à la gauche québécoise eu égard à sa tiédeur envers la théorie du « settlement colonialism » sert souvent d'alibi pour ignorer son point de vue. Réciproquement la gauche québécoise francophone soupçonne que cette thèse populaire au sein de la gauche canadienne a tendance à se substituer à celle de la centralité du capitalisme et non comme un aspect de celui-ci pour mettre en évidence son caractère inhéremment raciste. La conséquence politique de la popularité de cette thèse est sa tendance à fondre le Québec blanc dans le Canada blanc,

ce qui marginalise la question nationale québécoise. En plus, cette théorie, trop durcie, porte à davantage stigmatiser les peuples blancs que la bourgeoisie elle-même ce qui a tendance à diviser les peuples. La conséquence en est le déploiement sans résistance du « Quebec bashing » qui se traduit par exemple par une forte anglicisation des manifestations pro-autochtone et antiracistes à Montréal. Cette humiliation du peuple québécois sur son propre territoire nationale par la gauche anglophone et anglophile ne fait que créer un obstacle à sa reconnaissance du colonialisme blanc dont il est partie intégrante mais dans un rôle subordonné ce que montre un survol rapide de l'histoire du peuple québécois et de sa lutte nationale.

Conquête et défaite révolutionnaire déterminent un embourgeoisement réactionnaire

La question nationale québécoise depuis la « Conquête » résultant de la Guerre de sept ans, et suivie de la défaite du soulèvement de la coalition des nations autochtones ayant été les alliés de la France (Wikipédia, [Rébellion de Pontiac](#)), est rapidement devenue le maillon politique faible de ce qui allait devenir le Canada. La Nouvelle-France très peu peuplée — 70 000 lors de la Conquête surtout la Laurentie mais aussi la Louisiane, la vallée de l'Ohio, l'Île St-Jean (du Prince-Édouard) contre 1.6 million dans la compacte Nouvelle-Angleterre à l'est des Appalaches — était d'ailleurs moins une colonie de peuplement qu'une vaste entreprise de pillage de fourrures. Tout comme le peuple écossais conquis à la même époque, le peuple « canadien » allait être mobilisé comme « voyageurs » (et les Écossais comme agents de comptoir) pour l'extension du commerce des fourrures jusqu'aux océans Pacifique et Arctique. Par contre dans la Laurentie dit Bas-Canada, la « revanche des berceaux », moyen patriarcal de résistance à l'assimilation, entraîna une véritable colonisation « canadienne » de territoires abénaqui, anishnabe, innu, kaniien'kehá:ka et mi'kmaq laquelle a un parallèle au Haut-Canada mais alimentée par l'immigration britannique ou anglicisée.

Cette résistance démographique à la Conquête conjuguée à un manque de terre arable accaparée par la puissance colonisatrice ([British American Land Company](#)) donna au bout de quasi un siècle une base matérielle à la révolution armée de libération nationale de 1837-1838. Cette révolution, et celle concomitante démocratique du Haut-Canada, sur fond de la montée en puissance des ÉU faisant pression sur sa frontière nord accéléra la formation de la bourgeoisie canadienne. Celle-ci gagna son autonomie de la Grande-Bretagne à la suite de la victoire du peuple étasunien contre l'esclavage ce qui faisait des ÉU un irrésistible pôle d'attraction pour l'amalgame de colonies qu'était l'Amérique du Nord britannique. L'échec révolutionnaire de 1837-38 cependant donna à cette formation-autonomisation bourgeoise consacrée en 1867 un caractère conservateur et même réactionnaire dont le « père de la Confédération » John A. MacDonald (Mathieu Gohier, [Le douloureux souvenir de John A. Macdonald dans les Prairies](#), Radio-Canada, 2/09/20) est l'incarnation comme instigateur du système assimilateur et nationalement génocidaire des pensionnats autochtones. Tout comme son sous-tapis et vire-capot George-Étienne Cartier, avec le concours de l'Église catholique, fut le visage de la soumission canadienne devenant canadienne-française.

La patriarcale revanche des berceaux sous la direction de l'Église catholique permit de contrecarrer le projet assimilateur des Canadiens français prôné par le rapport post-défaite 1837-38 du radical Lord Durham au nom du progressiste libre-échange anti-colonial (Maxime

Laporte, [Le mémoire de lord Durham contre le projet de loi 14](#), Le Devoir, 20/03/13). Il n'en fut pas de même pour les peuples autochtones qui connaissent au XIX^e siècle leur nadir démographique en plus d'être disséminés sur un énorme territoire convoité pour la colonisation et l'exploitation des richesses naturelles avançant au rythme endiablé du chemin de fer au cœur de l'accumulation du capital. Le caractère contre-révolutionnaire de la bourgeoisie canadienne naissante envers les peuples autochtones se manifesta dès après la défaite de 1837-1838 sans attendre la proclamation de la Confédération canadienne de 1867 :

À peine trois ans plus tard [soit l'obtention du gouvernement responsable en 1848 où l'on devine l'influence des soulèvements européens, NDLR], le nouveau gouvernement responsable du Canada-Uni n'a eu rien de plus pressé que d'adopter des lois qui créaient les premières réserves autochtones et qui sont devenues les fondements de la Loi sur les Indiens de 1876. Le but avoué des lois de 1851 était de vider le territoire du Nord du Québec afin de le rendre disponible pour l'industrie forestière en plein essor. Les lois de 1851 ont créé le modèle de colonisation qui a été repris par la suite pour l'Ouest canadien et qui a ultimement inspiré l'apartheid en Afrique du Sud. [...]

Le développement du territoire et des ressources naturelles au mépris des droits ancestraux des Autochtones pourtant reconnus en théorie par le droit britannique a été une priorité existentielle pour nos élus et nos gouvernements dès qu'ils ont eu le pouvoir d'agir librement. Cette priorité n'a jamais été remise en question à ce jour. Les besoins de l'industrie forestière, plus tard minière et hydroélectrique, ont toujours passé en premier lieu. La création des réserves a été le moyen retenu pour laisser ces industries opérer.

La Constitution de 1867 a simplement changé la forme de ces interventions oppressives. Elle a réparti les compétences législatives sur les Autochtones entre deux ordres de gouvernement. La compétence sur les Autochtones a été attribuée au parlement fédéral, celle sur les terres publiques et les ressources naturelles à l'Assemblée nationale. C'étaient les deux mains du même État oppresseur dans la perspective autochtone. Une main exploitait leurs territoires ancestraux sans tenir compte de leurs droits. L'autre les enfermait dans des réserves. C'est l'ADN de l'État canado-québécois.

Rien n'a changé depuis 1851, sauf pour les trois nations autochtones qui ont signé la Convention de la Baie James et du Nord québécois. Ces trois nations ont bénéficié d'un rapport de force particulier. Quel que soit le parti au pouvoir, le gouvernement du Québec refuse systématiquement d'étendre le modèle de la Convention aux huit autres nations autochtones du Québec.

(André Binette, [Le Québec est coresponsable de la situation des Autochtones](#), L'Aut'Journal, 16/06/21)

La « Rébellion du Nord-ouest » crée une solidarité « canadienne » - autochtone via les Métis

La coupe déborda quand s'effondra dans les années 1870-1880 la population de bisons, base de la vie matérielle et culturelle des nations autochtones et métis des Plaines de l'Ouest ce qui fut consciemment voulu et souvent organisé par les promoteurs de chemins de fer tant aux ÉU qu'au Canada (Wikipédia, [La chasse au bison](#)). Le soulèvement autochtone se combina à la tentative de la nation en formation des Métis, symbiose des « voyageurs » surtout francophones et autochtones, qui devant l'envahissement de leurs terres par les colons essentiellement anglophones amenés par le nouveau chemin de fer du Canadian Pacific Railway (CPR) tentèrent

de s'organiser en gouvernement autonome après avoir été chassée de la province du Manitoba que cette nation avait fondée en 1871. La malaisée et boiteuse alliance autochtones-métis fut défaite en 1885, malgré des victoires tactiques, par la RCMP créée pour le contrôle des Territoires du Nord-Ouest acquis de fraîche date de la Cie de la Baie d'Hudson et par la nouvelle armée canadienne créée pour l'occasion (Wikipedia, [North-West Rebellion](#)).

Le colonialisme de l'émergente bourgeoisie canadienne, talonné par la compétition étasunienne, avait cyniquement utilisé le CPR pour tuer la source de vie autochtone, pour transporter les colons contre les Métis et l'armée pour les écraser avec le concours de la nouvelle mitrailleuse Gatling utilisée pour la première fois dans les Amériques lors de la bataille de Batoche (Wikipédia, [Bataille de Batoche](#)). L'initiative de la guerre révolutionnaire de libération nationale était passée des « Canadiens » en 1837-38 aux nations autochtones des Plaines en 1885 avec la nation Métis servant de trait d'union. Cette convergence historique se manifesta par les importantes mobilisations de Montréal contre la pendaison du chef politique métis, Louis Riel. En découla la renaissance du mouvement national canadien devenu canadien-français aboutissant au gouvernement Mercier, le premier gouvernement nationaliste de ce qui allait devenir le peuple québécois (Wikipédia, [Gouvernement Honoré Mercier](#)). Notons dans la foulée de ces événements l'apparition des deux premiers députés « ouvriers » du Québec tant à Ottawa qu'à Québec (Alfred Charpentier, [Le mouvement politique ouvrier de Montréal](#), Érudit, 1955).

Un mouvement national québécois oscillant de gauche à droite où il s'est enlisé

Comme tout mouvement nationaliste, celui québécois a oscillé historiquement entre la gauche et la droite. Il est né à gauche avec le soulèvement national de 1837-1838 préparé par le gain de l'institution parlementaire, mais sans responsabilité ministérielle, en 1790 sous l'impulsion des révolutions étasunienne et française pour ensuite dans le sillage de la défaite se dévoyer dans la collaboration avec l'opresseur. Après sa renaissance aiguillonnée par la lutte métis-autochtone mais ensuite pervertie par l'intégrisme et par les combines spéculatives de chemin de fer à la mode des Conservateurs fédéraux du gouvernement MacDonald-Cartier, le mouvement national canadien-français / québécois a été récupéré par le nationalisme ultramontain d'Henri Bourassa. Après une brève mais forte oscillation à gauche sous l'impulsion de la révolution d'Octobre — La révolte contre la conscription (Wikipédia, [Émeute de Québec en 1918](#)), l'émeute des conscrits canadiens-français contre leur envoi à Vladivostok pour combattre les révolutionnaires russes (University of Victoria, [L'expédition canadienne en Sibérie](#)) et la résolution Francoeur sur l'indépendance (Wikipédia, [Motion Francoeur](#)) — le mouvement national s'englua dans la réaction identitaire du Chanoine Groulx et dans l'anticommunisme et antisindicalisme de la Grande noirceur duplessiste.

Il fallut le stimulant des luttes de libération anticoloniales d'après la Deuxième guerre mondiale et celle des droits civils étasuniens contre le régime Jim Crow pour imprimer un nouveau tournant à gauche au mouvement national québécois inauguré par la dite Révolution tranquille préalablement annoncé par la lutte contre la conscription du Bloc populaire durant la Deuxième guerre mondiale. Cette lutte qui prenait une allure de libération nationale et d'émancipation sociale au début des années 1970 fut finalement récupérée par le Part québécois (PQ)

abandonnant l'indépendance pour l'étapisme fédéraliste et le néolibéralisme dès sa conquête de la majorité parlementaire en 1976 et ce malgré le soubresaut référendaire de 1995 noyé ensuite dans l'austérité. Inutile d'ajouter que depuis c'est la descente aux enfers de la question nationale dans la nouvelle Grande noirceur identitaire de la CAQ préparée tant par le faux débat islamophobe des « accommodements raisonnables » suscité par l'ADQ et instrumentalisé par les Libéraux avec la Commission Bouchard-Taylor que par un tournant semblable du PQ avec sa politique d'une soi-disant « charte des valeurs » et son flirt avec le notoirement antisyndical milliardaire Karl Péladeau de Québec.

Refus de QS de dénoncer le réel amalgame terrorisme-islam et la politique fédérale anti-islam

Cette descente aux enfers est bien utile à l'instrumentalisation fédérale des luttes antiracistes à l'encontre du peuple québécois prétendument intrinsèquement raciste. La réponse de la gauche, québécoise comme canadienne, ne saurait être que de dénoncer cette odieux amalgame à commencer par celui entre la tuerie de London et la loi 21 tout en reconnaissant le caractère islamophobe et sexiste, sous couvert de laïcité, de la loi 21. Quant à Québec solidaire (QS) toujours prompt à proposer des motions parlementaires unanimes, il a raté une occasion de couper l'herbe sous les pieds de l'identitaire PQ alors qu'il a appuyé sa motion unilatérale de seule dénonciation de l'amalgame London-loi 21.

QS aurait pu proposer sa propre motion dénonçant l'islamophobe tuerie terroriste de London tout en la liant avec celle de la mosquée de Québec de 2017 mais en rejetant l'amalgame entre ces assassinats de masse et une loi instrumentalisant la laïcité pour cacher son islamophobie. Cette motion aurait plutôt pu mettre en cause la politique fédérale de soutien sans faille à la politique des ÉU de guerre contre le terrorisme amalgamant terreur et islam tout en masquant que le terrorisme islamique est une réponse de miroir inversé aux encore plus terroristes guerres impérialistes du pétrole directement contre l'Afghanistan et l'Irak et indirectement contre l'Iran, la Lybie, la Palestine et le Yémen. Évidemment, cette motion n'aurait pas passé la rampe de l'unanimité parlementaire. Mais tel n'aurait pas été son but car elle se serait adressée aux peuples québécois et canadien.

Un inattendu et historique retour du pendule nationaliste de gauche vertement rejeté par QS

QS ne s'est cependant pas contenté de dérouler le tapis rouge à la CAQ et au PQ. Tous ensemble par cette complaisance vis-à-vis la loi 21, sous prétexte de réfuter un amalgame anti-Québec, ont ouvert la porte de l'Assemblée nationale à l'encore plus réactionnaire Parti conservateur du Québec (PCQ) qui y gagne sa première députée par débauche d'une élue de la CAQ. Car plus on s'adapte à la réaction plus se distille le produit original abandonné aux nostalgiques de l'ADQ lors de la création de la CAQ. Pendant que s'enlise dans l'identitaire à l'Assemblée nationale la question nationale, comme par miracle, peut-être par réaction de survie, voilà qu'un conseiller municipal et ex-syndicaliste de Ville Saguenay la pousse brusquement à gauche en réclamant de compléter l'historique nationalisation de l'électricité de 1944 et 1963 par celle des « oubliées » centrales hydroélectriques de Rio-Tinto-Alcan (RTA) :

« Jean-Marc Crevier estime que la nationalisation des barrages de la société Rio Tinto doit maintenant être envisagée afin de forcer la multinationale à respecter la région alors qu'elle se dirige vers la fermeture des cuves précurites du complexe Jonquière sans aucune stratégie pour combler cette perte. » Il est appuyé par « [l]e président du comité des finances de la Ville, Michel Potvin, qui [...] endossé la position de Jean-Marc Crevier. Michel Potvin est allé plus loin quand il a rappelé les demandes de l'Association de l'aluminium du Canada (dont Rio Tinto est membre), qui réclame des aides financières importantes de l'État. Selon Michel Potvin, Rio Tinto réclame le beurre, l'argent du beurre et encore plus pendant qu'elle crée de moins en moins d'emplois dans la région. » (Louis Tremblay, [Crevier prône la nationalisation des barrages de Rio Tinto](#), Le Quotidien, 8/06/21)

Faut-il rappeler que la nationalisation de l'électricité, thème de l'élection de 1962, a scellé la Révolution tranquille. QS, au lieu d'appuyer et de célébrer cette soudaine éclaircie a répudié la prise de position du conseiller à l'encontre de son propre programme et sa propre plateforme de 2018 qui dit que « Québec solidaire rapatriera la production hydroélectrique des alumineries et des petits barrages privés ». Pour reprendre le juste titre de Radio-Canada, « [Québec solidaire s'oppose désormais à la nationalisation des barrages de Rio Tinto](#) » (Pascal Girard, 11/06/21) : « La porte-parole de QS en matière d'énergie, Ruba Ghazal, pense qu'il faut plutôt augmenter les redevances exigées à Rio Tinto en échange de ses droits hydrauliques ».

À quel niveau faudrait-il établir ces redevances, ou plutôt ces augmentations de redevances car la compagnie en paie déjà, qui seraient l'objet d'âpres et complexes négociations ? À l'inverse la formule de gauche toute pétrie de justice sociale baigne dans la simplicité soit la valeur de remplacement moins la dépréciation moins les surprofits depuis 1963). Le conseiller Crevier rappelle d'ailleurs « que Rio Tinto, avec le coût de l'énergie dans la région, détient un avantage qui lui rapporte, année après année, 600 M\$ de plus que les producteurs qui bénéficient du tarif L d'Hydro-Québec ailleurs dans la province. C'est 600 M\$ de plus année après année. » (Le Quotidien)

Faut-il aussi rappeler que cette électricité privée a permis à RTA de renforcer son rapport de forces lors du dernier lock-out en vendant son électricité à Hydro Québec selon paraît-il les termes du contrat. (Radio-Canada, [Lock-out chez Rio Tinto Alcan : les surplus d'électricité s'ajoutent au litige](#), 4/01/12). Un beau cadeau de QS au patron. La députation Solidaire appuyée par (une partie ?) de la militance régionale prend plutôt partie pour les néolibéraux de la région telle la mairesse « Josée Néron [qui] diffère toutefois de stratégie puisqu'elle considère que "ce n'est pas en tapant sur la compagnie que Londres va investir dans la région" » (Le Quotidien). Est-ce que la remise en question de cette revendication prépare la remise en question de l'engagement stratégique du programme d'une Assemblée constituante et d'un référendum sur l'indépendance dans le premier mandat ? S'écraser devant RTA annonce un écrasement face au capital financier canadien et québécois soutenu bec et ongles par Ottawa.

Une coalition anti-fédéraliste s'appuyant sur le nationalisme de gauche des nations opprimées

Parce qu'il passe un mauvais quart d'heure historique, rejeter le nationalisme québécois en bloc ou encore nier que le nationalisme de l'opprimé puisse avoir un caractère démocratique et même de gauche c'est jeter le bébé avec l'eau sale du bain. Tant qu'il y aura oppression

nationale il y aura une réaction nationaliste de la nation opprimée qui oscillera de gauche à droite en fonction de l'évolution de la lutte sociale aujourd'hui plutôt déconfite. Il faut appuyer critiquement le nationalisme de l'opprimé et en signaler les dangers. Qui de gauche oserait demander à la militance autochtone de renoncer à son nationalisme ! Idem pour le nationalisme québécois même s'il est pris en sandwich entre l'oppression fédérale et sa participation à l'impérialisme canadien et au colonialisme blanc comme second violon.

La gauche nationaliste québécoise, incarnée politiquement par QS, est la première à devoir faire son effort pour construire cette coalition des peuples opprimés de l'État canadien surtout à défaut d'une lutte conséquente du peuple travailleur pancanadien en léthargie depuis un bon moment. À cet égard, le très médiatisé vote de blâme contre le Collectif antiraciste et décolonial du parti, qui s'était malheureusement laissé tenter par le « Quebec bashing », a été un gigantesque pas dans la mauvaise direction.

Du côté des démocrates et anticapitalistes autochtones et racisés, c'est une leurre de s'imaginer que les luttes autochtones et antiracistes vont pouvoir vaincre par leurs propres forces l'islamophobie des sociétés occidentales, la brutalité de l'accueil des personnes réfugiées (Jean-Philippe Nadeau, [Rapport accablant sur la détention jugée abusive de migrants au Canada](#), Radio-Canada, 17/06/21), le paternalisme de la loi des Indiens, la loi du « free mining » et la politique rase-tout du Ministère des forêts sans que cela soit une lutte commune qui englobe tant celle contre le « Quebec bashing » que celle contre les politiques néolibérales.

QS appuie la Déclaration sur les droits des peuples autochtones mais non son application

Dans la conjoncture actuelle, la lutte pour l'application et non seulement pour l'approbation de la Déclaration des nations unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA) serait un bon moyen de cristalliser cette grande alliance. L'application de la DNUDPA aurait permis la victoire anti-hydrocarbure des Wet'suwet'en de la Colombie britannique (Marc Bonhomme, [Canada. Chronique d'une occasion manquée de combiner droits autochtones et justice climatique](#), ESSF, 27/10/20) comme celle de la lutte des Anichinabés du Québec pour un moratoire sur la chasse à l'orignal et celle d'une coalition de base Attikamek-écologiste contre le développement d'une mine de graphite et de la coupe à blanc au nord-est de Montréal (Marc Bonhomme, [Le refus de la lutte anti-raciste par la gauche gangrène la lutte de classe](#), Presse-toi-à-gauche, 22/03/21). Aucune de ces luttes n'a été appuyées par QS sauf à appeler au dialogue et à la « réconciliation » à la mode du gouvernement fédéral.

Que signifie cette abdication à l'aune programmatique du « *remplacement de l'a priori de l'intégrité territoriale du Québec par une tout autre notion, celle de la nécessaire cohabitation sur un même territoire de peuples souverains pouvant disposer librement de leur avenir* » et « *si c'est leur volonté, en leur accordant une place importante dans le cadre même de l'Assemblée constituante* » ? Est-ce le ralliement de Québec solidaire au « nouvel extractivisme » de la croissance tout électrique des véhicules solo et des énergies renouvelables beaucoup plus gourmands en minerais — « *...la construction d'une voiture électrique ordinaire nécessite six fois plus de minéraux qu'une voiture à moteur à combustion interne [...] la construction d'un parc éolien sur terre engage neuf fois plus de ressources qu'une centrale au gaz...* » (Gérard Bérubé,

[Les défis de la voiture électrique](#), Le Devoir, 24/07/21) — que l'on trouve en abondance sur les territoires autochtones de la province fédérale du Québec grandement élargie à leurs dépens en 1898 et 1912 (Université Laval, [Les frontières du Québec au cours de l'histoire](#)).

Marc Bonhomme, 21 juin 2021 révisé le 31 juillet 2021
www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca